



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

déficits publics

Question au Gouvernement n° 2682

Texte de la question

REMANIEMENT MINISTÉRIEL

M. le président. La parole est à M. Jean Glavany, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Jean Glavany. Monsieur le Premier ministre, comme vous ne voulez pas répondre sur l'avenir, peut-être accepterez-vous de répondre sur le passé.

Il y a trois ans et demi, alors que vous aviez été nommé Premier ministre pour la première fois, vous aviez annoncé, dans une déclaration publique, honnête et en même temps très sévère pour votre prédécesseur, que la France était en faillite. Il est vrai que, à cette époque, le déficit budgétaire était de l'ordre de 3 % du PIB ; il est à présent de 7,5 %.

M. Henri Emmanuelli. Cela va nettement mieux !

M. Jean Glavany. Il est vrai que, à cette époque, l'endettement de la France représentait 63 %, voire 64 %, du PIB ; il en représente maintenant 84 %.

Plusieurs députés du groupe UMP. Et la crise ?

M. Jean Glavany. Il est vrai que le chômage frappait 8 % de la population active ; notre pays compte aujourd'hui 700 000 chômeurs de plus.

Alors, bien sûr, il y a la crise. (*" Ah ! " sur les bancs du groupe UMP.*) Personne ne peut ni ne doit la nier, ni sur vos bancs ni sur les nôtres. À condition, toutefois, de la mettre à sa juste place. De ce point de vue, et la Cour des comptes, d'une part, et la Commission européenne, d'autre part, indiquent très clairement que la dégradation des comptes publics est due pour un tiers à la crise et pour deux tiers aux politiques mises en oeuvre. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Alors, monsieur le Premier ministre, ma question sera simple, si la France était en faillite voilà trois ans et demi, pourriez-vous, sans être trop sévère avec votre prédécesseur d'il y a deux jours, nous dire dans quel état elle se trouve aujourd'hui ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. François Baroin, ministre du budget, des comptes publics, de la fonction publique et de la réforme de l'État, porte-parole du Gouvernement. (*Huées sur les bancs du groupe SRC.*)

Un député du groupe SRC. Ce n'est pas à lui de répondre !

M. François Baroin, *ministre du budget, des comptes publics, de la fonction publique et de la réforme de l'État, porte-parole du Gouvernement.* Merci, monsieur le député Glavany, pour cette question. Elle va me permettre de commenter avec bonheur les propos de M. Hollande, de M. Valls, de M. Rebsamen, de M. Sapin, de M. Collomb sur le programme socialiste présenté dans une convention sur l'égalité réelle. (*Protestations sur les bancs du groupe SRC.*) Comme quoi vous avez toujours ce bout de sparadrap marxiste qui vous collera indéfiniment à la peau sans jamais n'avoir retenu aucune leçon de l'histoire, ni lointaine ni passée.

(*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

C'est M. Hollande qui, additionnant les propositions de la rue de Solferino, sur le logement, la fiscalité, l'éducation, la santé, parle d'un arbre de Noël. C'est M. Rebsamen qui, considère que, lorsqu'on a plein de priorités, cela signifie qu'on n'en a aucune. C'est M. Sapin qui nous explique qu'en lisant le texte du parti socialiste, on a l'impression qu'on fait les courses avant d'avoir regardé ce qu'on avait dans le porte-monnaie. (*" Eh oui ! " sur les bancs du groupe UMP.*)

Que puis-je dire de plus qui ne vous accablerait pas si ce n'est vous inviter à réfléchir, et réfléchir encore pour

être éventuellement prêts en 2012 ?

Monsieur Glavany, monsieur Ayrault, monsieur Hollande, le Gouvernement a une ligne et une cohérence.

M. Jean Glavany. L'endettement !

M. François Baroin, *ministre*. Il a défini des objectifs : nous reviendrons en 2013 au niveau de déficit que nous avons avant la crise et nous vous empêcherons de mettre en oeuvre un programme qui conduirait à coup sûr le pays à la faillite. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Données clés

Auteur : [M. Jean Glavany](#)

Circonscription : Hautes-Pyrénées (3^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2682

Rubrique : Finances publiques

Ministère interrogé : Budget, comptes publics, fonction publique et réforme de l'État

Ministère attributaire : Budget, comptes publics, fonction publique et réforme de l'État

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 17 novembre 2010

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 17 novembre 2010